



La Gazette du Midi / La Une
Du Lundi 16 au Dimanche 22 mars 2009

Travaux Publics : l'urgence de combler le court terme

■ La fédération des travaux publics exhorte les collectivités à lancer très rapidement les chantiers déjà actés, alors que les carnets de commandes sont vides.

P11

La Gazette du Midi Du Lundi 16 au Dimanche 22 mars 2009

Travaux Publics. La Fédération régionale des travaux publics a recensé 450 chantiers en Midi-Pyrénées qui pourraient immédiatement démarrer. Des projets urgents pour faire face à des carnets de commande en chute libre. L'appel aux collectivités est lancé par Bruno Cavagné, le président de la FRTP.

« Au-delà des mots, il faut des actes »

« Nous avons eu des années extraordinaires, mais aujourd'hui nous sommes sur une pente vertigineuse et je ne sais pas si nous aurons un matelas pour atterrir ». Bruno Cavagné, le président de la Fédération régionale des travaux publics ne peut que faire le constat : « Les travaux publics en Midi-Pyrénées figurent parmi les plus sinistrés en France ».

Et c'est un véritable cri d'alarme qu'il a lancé le 10 mars devant la presse, comme il l'avait déjà fait il y a plus d'un mois

dans nos colonnes (*Gazette du Midi* n° 8141) : « Les carnets de commande sont passés de plus de cinq mois en octobre 2008 à moins de trois mois aujourd'hui. Certaines entreprises subissent des baisses d'activité de 50 % et si les affaires ne reprennent pas dans les deux mois à venir, c'est l'emploi qui sera touché ».

Or, les 500 entreprises du secteur en Midi-Pyrénées n'emploient pas moins de 13000 personnes, dont la moitié sur la seule agglomération toulousaine...

Pourtant, selon lui, la situation pourrait se débloquer rapidement avec un effort des collectivités locales, en tout cas une prise de conscience de l'urgence.

La fédération a en effet recensé pas moins de 450 chantiers de moins de 50 M€ qui pourraient immédiatement démarrer. Un ensemble totalisant 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires pour six mois d'activités ou l'équivalent de 6 100 équivalents emplois. « Ce sont des chantiers courants, pas des grands travaux. Ils sont en partie financés et programmés pour 2009-2010. Pourtant ils ne sont pas mis en route » souligne Bruno Cavagné.

Répondre aux problèmes de financement

La fédération des Travaux Publics travaille actuellement à la création de deux outils pour aider au financement des projets des collectivités locales. D'une part le secteur est actuellement en train de mobiliser des fonds professionnels qui pourraient être prêtés à taux bonifiés pour des investissements locaux. C'est ainsi que la caisse de congés payés des TP est sollicitée, comme d'autres organismes, à hauteur de 50 millions d'euros qui pourraient, selon la fédération, « générer quelque 250 millions de travaux ». Le dispositif en cours de montage sera connu plus en détail en avril. D'autre part, il est proposé de créer un Livret des infrastructures durables (LID) qui serait un livret défiscalisé, sur le modèle du livret A, les discussions avec « trois ou quatre banques » étant actuellement en cours pour le finaliser. Selon la FRTP, « si un million de Français ouvraient dès la première année un LID en y plaçant en moyenne 5000 euros, l'encours atteindrait 5 Mds€. Cela représenterait à peine 1 % de l'épargne réglementée ». H. C.

UN MILLION D'INVESTISSEMENT POUR HUIT EMPLOIS

Victime à la fois du retournement de conjoncture après des années d'euphorie autour de l'aéronautique et de l'immobilier, comme du traditionnel ralentissement dans les années post-électorales, le secteur met en avant également le passage en communauté urbaine « qui tombe au plus mauvais moment pour nous, avec des chantiers qui ne démarrent pas simplement

La Gazette du Midi
Du Lundi 16 au Dimanche 22 mars 2009



Bruno Cavagné.

pour des questions de mise en place ».

Et Bruno Cavagné d'enfoncer le clou : « Des élus nous disent que les choses vont sortir dans les prochains mois. Mais nous n'avons pas le même calendrier ! S'il n'y a pas de sorties d'ici deux mois, la situation sera plus que préoccupante pour ne pas dire catastrophique ».

Les prévisions d'activité effectuées par la fédération tablent en effet sur un recul global de l'activité de 15 à 20 % dans la région, suivant les départements et les secteurs, les terrassiers, les routiers et les canaliseurs étant particulièrement touchés.

Côté effectif, après avoir, comme tous les secteurs, sup-

primé les intérimaires, la tendance globale est à la baisse, entre 5 et 10 % de prévu sur 2009 pour les travaux publics. Et le secteur se retrouve ainsi pris entre deux feux. « Depuis cinq ans, nous devons embaucher 1 500 personnes par an pour pallier les départs en retraite. Nous incitons nos entreprises à continuer à le faire, mais la soudaineté de cette crise les conduit avant tout à faire face. Or, si nous ne continuons pas, structurellement, à former, dans les années à venir, nous aurons un gros problème de personnel » précise Bruno Cavagné.

Pour l'heure, fort de ce recensement précis des projets en cours qui ne demandent qu'à démarrer, la FRTP va à nouveau reprendre son bâton de pèlerin pour étudier, au cas par cas, pourquoi tel ou tel chantier ne démarre pas. 450 projets dont l'essentiel concerne les routes et autoroutes (en montant 62 % du total), les aménagements urbains et VRD (10 %) et l'eau et assainissement (10 %). L'accueil est plutôt bon du côté des élus locaux, souligne le président de la fédération : « Nous avons écrit à l'ensemble des collectivités et reçu pas mal de réponses. Globalement on nous

comprend et on nous assure que bon an, mal an, les projets vont aboutir. Mais il faut que cela aille vite. C'est ce message que nous avons du mal à faire passer ».

Outre ce court terme, face à des collectivités qui mettent souvent en avant des transferts de compétence de l'État sans les ressources, la fédération travaille enfin dans deux directions pour que les investissements en infrastructures ne chutent pas alors que Midi-Pyrénées n'a eu droit qu'à peu de retombées du plan de relance gouvernemental. D'une part, le secteur mobilise actuellement des fonds professionnels qui pourraient être prêtés à taux bonifiés, pour des investissements locaux. D'autre part, la création d'un Livret des infrastructures durables (voir par ailleurs).

Une dimension locale essentielle pour Bruno Cavagné : « Nous avons 1 300 emplois non-délocalisables et les investissements sont autant d'argent qui est réinjecté dans l'économie locale. Un million d'euros investis, c'est huit emplois. Notre action ce n'est pas du lobbying pour nos propres intérêts, c'est du développement économique pour le territoire ».

HERVÉ CHOSSAT